



En hausse

L'IMMOBILIER ANCIEN AMÉRICAIN – Les ventes de logements anciens aux Etats-Unis ont progressé de 2,3 % en juillet par rapport au mois précédent après avoir chuté de 5,3 % en juin, a indiqué l'Association nationale des agents immobiliers américaine (NAR), mercredi 22 août.



En baisse

HEWLETT-PACKARD – Le groupe informatique, en pleine restructuration, a annoncé, mercredi 22 août, une perte nette de 8,9 milliards de dollars (7,1 milliards d'euros) pour le troisième trimestre de son exercice. Son chiffre d'affaires a reculé de 5 %, à 29,7 milliards de dollars. – (AFP)

Les cours du jour

(23/08/12, 09h51)

EURO	1 euro	1,2561 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 642 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	98,1 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,13 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,7 (à dix ans)

La Grèce veut épargner à l'Europe « un cauchemar »

M. Samaras, premier ministre grec, prédit des « bouleversements » au-delà de son pays si Athènes quittait la zone euro

Entretien

Athènes
Correspondance

Avant sa rencontre avec Angela Merkel à Berlin, vendredi 24 août, et avec François Hollande à Paris, samedi, Antonis Samaras explique au Monde qu'il veut rétablir la crédibilité de la Grèce. Le premier ministre grec, qui a pris ses fonctions dans la foulée des élections du 17 juin, demande « un peu d'air » pour permettre la reprise économique et alerte sur les conséquences d'une sortie de son pays de la zone euro. Il prévoit d'accélérer les privatisations et est prêt à céder des îlots inhabités.

Les dirigeants européens vous ont laissé peu de marge de manœuvre pour renégocier le mémorandum qui liste les efforts qu'Athènes doit fournir en échange de l'aide de l'Europe et du Fonds monétaire international (FMI). La confiance à l'égard de la classe politique grecque est quasi nulle. Comment inverser cette tendance ?

Je veux reconstruire le capital de crédibilité de mon pays, mettre en œuvre le programme [défini dans le cadre du mémorandum], respecter nos engagements, atteindre nos objectifs et sortir la Grèce de la crise. C'est ce que les électeurs grecs ont demandé à notre gouvernement il y a deux mois.

Mais pour y parvenir, il faut dissiper toutes les incertitudes au sujet de l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Comment peut-on privatiser quand, chaque jour, des officiels européens spéculent publiquement sur « une sortie potentielle de la Grèce de la monnaie commune » ? Cela doit cesser.

Si nous faisons notre travail, la Grèce peut être sauvée. Et si la Grèce est sauvée, cela montrera que l'Europe est forte et capable de gérer avec succès ses problèmes. Tout le monde a à gagner d'une « success story » grecque.

Une partie des Européens sont pourtant tentés d'en finir avec le problème grec, en l'évacuant de la zone euro. Comment l'éviter ?

Une « Grexit » [pour Grèce et



Au palais Maximou, la résidence officielle du premier ministre, mercredi 22 août. MYRTO PAPADOPOULOS POUR « LE MONDE »

exit], comme on l'appelle, serait dévastatrice pour la Grèce et préjudiciable pour l'Europe. Cela se traduirait par une nouvelle baisse de 70 % de notre niveau de vie – il a déjà reculé de 35 % –, par l'action combinée d'une dévaluation et de l'inflation. Aucune société ne peut aborder ce choc. Aucune démocratie n'y pourrait survivre.

Les bouleversements sociaux pourraient devenir très contagieux dans les autres pays européens. Combiné à l'instabilité du Proche et du Moyen-Orient, cela pourrait devenir un cauchemar

géopolitique qui dépasserait les frontières grecques. Ajoutons, bien sûr, la réaction des marchés financiers qui anticiperaient la sortie d'autres pays européens, provoquant un effet domino. Si nous faisons tout pour rester dans l'euro et que nous étions abandonnés par nos partenaires, ce serait dramatique pour le sens de la solidarité qui caractérise notre Union européenne. En m'opposant à cette « Grexit », je ne protège pas seulement mon pays, mais je défends notre Union et ses valeurs. **Qu'attendez-vous de vos rencontres avec Angela Merkel et François Hollande ?**

Je leur expliquerai, avec tous les détails nécessaires, que la Grèce peut réussir et qu'elle est en train de changer. Nous sommes en train d'appliquer les réformes, qui n'avaient pas été mises en œuvre. Nous développons un plan de privatisations très agressif, plus important que ce qui était prévu. Nous sommes en train de finaliser des réductions budgétaires représentant 11,7 milliards d'euros pour les prochaines années.

La seule chose sur laquelle nous

voulons insister, c'est que la reprise économique est nécessaire pour atteindre nos objectifs. Nous ne discutons pas les finalités du programme. Nous voulons seulement être sûrs que nous les atteindrons en maintenant la cohésion sociale. Je veux effacer l'idée que la Grèce est là pour poser un problème. Je suis là pour les résoudre. Mais nous avons besoin d'air pour reprendre notre souffle.

L'Allemagne a, entre autres, déjà répondu que donner plus de temps à Athènes représenterait trop d'argent...

Nous ne demandons pas plus d'argent ! Une reprise rapide peut même nous conduire à en avoir moins besoin. Si nous retrouvons rapidement la croissance, cela veut dire davantage de revenus fiscaux et moins de déficit dans les années à venir. La Grèce a déjà fait en deux ans des coupes budgétaires qui représentent 25 % de son produit intérieur brut (PIB) ! Les résultats sont inférieurs à ce qu'on attendait car la récession a été plus forte que prévu. Nous voulons corriger ce problème de récession aussi vite que possible.

Vous avez fait campagne en faveur d'une renégociation du mémorandum, vous préparez aujourd'hui de nouvelles mesures d'austérité. Votre électorat ne va-t-il pas se sentir trahi ?

Pas du tout ! Les électeurs savent que j'ai voté pour le nouveau plan de sauvetage. Chacun sait que nous ne remettons pas en cause les objectifs du programme pour supprimer les déficits, ramener la dette à un niveau soutenable, privatiser et réaliser les réformes structurelles.

Mais notre priorité est d'accélérer la reprise économique, de sortir de la récession. De plus en plus de gens en Grèce et à l'étranger partagent aujourd'hui cette priorité. **Depuis plus d'un mois, vous n'avez pas réussi à trouver un accord avec le Pasok et la Gauche démocratique pour réaliser concrètement les 11,7 milliards d'euros d'économies. Cette coalition semble bien fragile. Ne risque-t-elle pas d'éclater, en cas de tensions sociales à l'automne ?**

Nous avons la première coalition gouvernementale multipartite depuis 60 ans. Nous avons déjà réalisé des progrès spectaculaires en matière de privatisation ou pour faire face au crime et à l'immigration. Les 11,7 milliards d'euros de coupes budgétaires constituent un processus complexe de négociation, à la fois avec la « troïka » [des bailleurs de fonds d'Athènes : banque centrale et Union européenne, FMI] et les partis de la coalition.

Ce n'est pas facile de trouver des coupes qui représentent 5,5 % du PIB dans une économie qui connaît sa cinquième année de récession et qui se contractera en 2012 pour la deuxième année consécutive de 7 %, avec un taux de chômage de 23 % et de plus de 50 % pour les jeunes. Nous sommes confrontés à des questions

techniques et politiques, mais aussi – et c'est le plus important – à des considérations sociales. Mais nous finaliserons le programme dans les deux à trois prochaines semaines et il sera voté au Parlement.

Il faut tenir compte du fait que notre pays souffre aujourd'hui. Nous menons de multiples batailles sur de nombreux fronts : contre une récession dévastatrice,

« Si nous faisons tout pour rester dans l'euro et que nous étions abandonnés par nos partenaires, ce serait dramatique »

contre un état psychologique négatif envahissant, contre l'extrémisme, contre la démagogie populiste. Et tout cela dans un contexte géopolitique d'instabilité croissante, avec des milliers d'immigrés illégaux qui tentent de passer nos frontières.

Êtes-vous d'accord avec votre ministre de la protection du citoyen qui estime que le problème de l'immigration est plus important que la crise économique ?

Je ne sais pas si c'est plus ou moins important que nos problèmes économiques. Mais de plus en plus de Grecs estiment que ce qui les tourmente dans leur vie, ce n'est pas seulement d'avoir perdu 20 % à 30 % de leurs retraites, mais aussi qu'ils ne peuvent pas aller acheter leur lait chez l'épicier du coin à cause de l'insécurité dans certains quartiers. Une vaste majorité de Grecs nous soutient et exprime son soulagement en voyant que nous nous attaquons au problème de l'immigration illégale. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN SALLES

Athènes est prête à vendre des « îlots inhabités »

Vous promettez des réformes importantes. La plupart des premiers ministres grecs ont annoncé des changements historiques qui se font toujours attendre...

Nous ne nous contentons pas de promesses. J'ai réduit le niveau de mon salaire et le train de vie du gouvernement. Une usine métallurgique était bloquée depuis des mois par une minorité d'ouvriers. Nous avons fait intervenir la police et les salariés, et l'usine fonctionne. Le président d'une entreprise publique qui avait refusé de baisser les salaires, alors qu'une

loi l'y obligeait, a été démis de ses fonctions. Nous avons lancé pendant l'été une offensive contre l'immigration illégale.

Nous allons signer un accord avec la Suisse, comme l'ont fait l'Allemagne et la Grande-Bretagne pour lutter contre l'évasion fiscale. Nous travaillons aussi sur un projet de loi contre la fraude fiscale, qui est le problème numéro un de la Grèce. Nous allons réduire les effectifs de la fonction publique en ne remplaçant qu'un départ de fonctionnaire sur dix. Nous sommes en train de changer.

Mais ma priorité est d'assurer la reprise économique. Et, pour cela, nous avons besoin d'investissements et des privatisations.

Nous augmentons nos objectifs en matière de privatisation, pour dépasser les 30 milliards d'euros en 2016. Nous avons déjà ajouté à la liste des privatisations les chemins de fer, des centrales électriques et une partie de la côte de l'Attique, au sud d'Athènes jusqu'au cap Sounion. Nous avons complètement changé l'agenda en matière de privatisation et de cession de propriétés publiques.

Etes-vous prêt à vendre des îles ? Plusieurs sont déjà privées.

Il n'y a pas d'îles privées, sauf quelques îlots. La plupart des îlots sont inhabités au milieu d'un archipel. A condition que cela ne pose pas des problèmes de sécurité nationale, certains de ces îlots peuvent avoir une utilisation commerciale. Il ne s'agit en aucun cas de les brader, mais de transformer un terrain inutilisé en un capital pouvant générer des revenus, à un juste prix. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. S.